

FAVRE Henri. *L'amérique latine*. Paris, Flammarion, Dominos, 173, 1998, 127 p.

André Joyal

Volume 31, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704142ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (2000). Compte rendu de [FAVRE Henri. *L'amérique latine*. Paris, Flammarion, Dominos, 173, 1998, 127 p.] *Études internationales*, 31(1), 208–210.
<https://doi.org/10.7202/704142ar>

En somme, ce livre offre surtout une information très fouillée sur l'action diplomatique internationale d'Haïti durant la période de la Deuxième Guerre mondiale. C'était la seule intention de l'auteur et on peut lui en rendre le mérite.

Nicole BOUCHER

École de service social
Université Laval, Québec

L'Amérique latine.

FAVRE Henri. Paris,
Flammarion, Dominos, 173, 1998, 127 p.

Un ouvrage qui par sa forme ressemble en tous points, à une page près et quelques photos couleurs en plus, à un *Que sais-je ?* Il est bien indiqué que *Dominos* c'est aussi les sciences, la médecine, les techniques, la société, l'éducation même si le monde de la politique et la géopolitique dominant largement parmi les 172 titres déjà publiés. L'Amérique latine dont il est question, comme le fait remarquer l'auteur, ne comprend pas le Québec, mais inclut curieusement de petits États aussi peu latins que le Surinam, le Belize, Guyana, la Caraïbe et il aurait pu ajouter Antigua. C'est en misant sur sa formation d'ethnosociologue et de directeur de recherche au CNRS qu'Henri Favre, déjà auteur de plusieurs volumes ou travaux sur différents pays d'Amérique latine, relève le défi de présenter un portrait de ce très vaste ensemble qui compte près de 500 millions d'habitants.

Comme pour tous les ouvrages de cette collection, une première partie, intitulée « Un exposé pour comprendre », vise à mettre le lecteur en situation. On y trouve quatre petits

chapitres. Celui sur le « Projet national », explique que le Brésil doit son unité à la sagesse du fils de Jean VI du Portugal qui a coupé le lien colonial en 1822 en prenant le titre d'empereur Pierre 1^{er}. Aujourd'hui, des nostalgiques voudraient bien voir un de ses descendants remonter sur le trône et ils l'ont fait savoir lors d'une consultation populaire tenue il y a quelques années. Sous le titre « L'ère du national-populisme », l'auteur consacre trois pages à l'industrialisation et trois toutes aussi courtes à la très épineuse question de la réforme agraire. Sur ce dernier point, on a l'impression qu'il a tiré d'un chapeau les quelques exemples offerts au lecteur qui ne manque pas de demeurer sur son appétit. Le problème crucial de l'exode rural est par ailleurs bien souligné par les données qui montrent que de 1930 à 1980 l'Amérique latine a cessé d'être une région rurale et agricole. Ici, on ne peut que donner raison à l'auteur quand on sait que pour la seule période de 1930-1960, le Brésil a connu une migration équivalente à celle de la France en... un siècle et demi.

La présentation du modèle de développement favorisé dans les années d'après-guerre, visant à remplacer les produits manufacturés importés au bénéfice de productions locales, permet de rencontrer pour la première fois le nom de l'actuel président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso. En effet, celui qui est parvenu à se faire réélire une seconde fois en 1998 à la tête du plus grand et du plus peuplé pays de l'Amérique latine, s'est d'abord illustré comme un fin observateur des réalités socio-économiques. Ainsi, comme l'indique avec

pertinence l'auteur, son nom fut associé à la théorie de la dépendance. Loin de diminuer la dépendance envers les pays industrialisés, cette théorie veut que la quête d'émancipation par la substitution des importations engendre de nouvelles formes d'assujettissement en particulier envers les États-Unis dont les entreprises feront la pluie et le beau temps en allant s'installer sur place d'où elles favoriseront le rapatriement des profits. En plus on ne parviendra pas à favoriser l'essor d'une bourgeoisie nationale. Et les couches populaires feront l'objet presque partout d'une répression souvent très brutale. Ce modèle épuisé laissera place à ce qu'un président de la Banque interaméricaine de développement a qualifié de « décennie » perdue soit celle des années 80 marquée du sceau de l'inflation galopante et de la stagnation économique. Il faudra donc attendre encore pour les, ô combien nécessaires, ajustements structurels.

De cette première partie, le lecteur pourra conserver une impression de trop grande brièveté. Cette mise en situation, comme l'exige la formule de cette collection, force la présentation de généralités que l'on a parfois du mal à associer à tous les pays faisant partie de l'ensemble étudié. Heureusement, avec la seconde partie, « Un essai pour réfléchir », cette fois l'auteur paraît plus à l'aise pour mettre en évidence des faits qui caractérisent bien l'objet de son ouvrage. D'entrée de jeu, il signale que le problème fondamental des sociétés latino-américaines n'est plus celui de la domination ou de l'exploitation mais celui de l'exclusion d'une partie importante de la population qui forme

un secteur désorganisé voire massifié. Ce dernier terme, selon le glossaire judicieusement placé en annexes, se réfère à un processus d'érosion du lien social qui tend à isoler les individus les uns des autres. Hélas, l'évolution récente des économies du Nord tend à montrer qu'en ce domaine l'Amérique latine ne représente pas une exception ; on en veut pour preuve l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Faudrait-il alors parler de latino-américanisation des économies développées ?

Dans un chapitre intitulé « Des États fragiles », l'auteur évoque un redéploiement qui se présente sous trois formes : les privatisations, la décentralisation et l'institutionnalisation à plusieurs vitesses sur une base ethnique. Cette dernière se rapporte au principe du multiculturalisme mis en pratique au Guatemala, au Mexique, au Pérou, en Colombie et enfin en Bolivie depuis 1994. Mais il est aussi question de désinstitutionnalisation de la vie publique et l'auteur pour en parler évoque le problème que pose au Pérou le Sentier lumineux, comme si celui qui en constituait le cerveau n'avait pas été arrêté il y a déjà quelques années. Comme si rien n'était changé depuis lors, l'auteur écrit que l'on a là le prototype des nouvelles insurrections susceptibles de se manifester dans les zones d'exclusion. Le dernier chapitre « Des économies vulnérables » s'avère l'un des plus intéressants et se rapporte à des faits récents contrairement à certains passages qui donnent l'impression d'avoir été rédigés au milieu des années 90. L'allusion à l'ouverture économique s'avère fort pertinente et surtout ce qui touche à la politique monétaire

que ce soit avec l'exemple argentin ou brésilien. Ce dernier cas est particulièrement bien évoqué en raison de sa fragilité particulière comme le montre la crise de sa monnaie depuis l'automne 99. L'auteur a donc raison d'écrire que la grande vulnérabilité des économies latino-américaines s'explique par leur dépendance envers les flux financiers internationaux rendus incontrôlables par la déréglementation. N'a-t-il pas autant raison de rappeler que si le néolibéralisme n'a pas créé la crise dans laquelle l'Amérique latine est enfoncée, il est permis de douter qu'il puisse en être la solution.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

ASIE DU SUD

La démocratie en Inde : Religion, caste et politique.

JAFFRELOT, *Christophe*. Paris, Fayard,
Coll. « L'espace du politique »,
1998, 328 p.

L'Inde est un des rares pays du tiers-monde dans lequel la démocratie a pris racine. Dans cet ouvrage, Christophe Jaffrelot s'emploie avec force conviction à nous démontrer que cette spécificité repose sur des affinités électives avec la pratique démocratique qui doit non seulement à la greffe britannique, mais aussi à plusieurs traits de la civilisation indienne. Certains, à commencer par les nationalistes hindous, ont même eu beau jeu de prétendre que ce système politique n'était pas exogène, puisqu'il trouvait ses origines même dans l'antiquité védique. L'État colonial, avec les réformes de 1909, 1919 et 1935, a

prêté la main à l'émergence d'un régime parlementaire, même imparfait, en permettant à un nombre croissant d'Indiens de faire l'apprentissage de la démocratie grâce à une plus grande délégation des pouvoirs, à l'assouplissement des conditions du cens électoral, à l'inflation des électors séparés ou encore à la participation active des formations politiques aux élections de 1937.

Le parti du Congrès eut évidemment un rôle important dans la politisation de la société indienne en aidant à rapprocher l'État de la société, notamment à travers les campagnes de mobilisation populaire menées par Gandhi. L'adoption du système parlementaire de type britannique n'était pas pour autant acquis au moment de l'accession à l'indépendance car il était en concurrence avec le modèle gandhien de démocratie directe, sous la forme « villages-républiques » idéalisés. Si l'adoption du modèle nehruiste s'inspirant du libéralisme anglais l'emporta finalement, l'impact de Gandhi, de par la tolérance qu'il prôna, sur la construction d'un idéal démocratique ne peut être sous-évalué. Gandhi inscrivit son action dans le cadre de la tradition hindoue qui veut qu'il y ait une séparation entre le pouvoir temporel dévolu au *kshatriya* et l'autorité spirituelle impartie au brahmane supposée favoriser le pluralisme en créant une forme de dichotomie au sommet de l'État qui permit de relativiser le pouvoir du souverain. Une des particularités de Gandhi est d'avoir joué de ces deux registres, alternativement figure politique et personnalité religieuse. La sacralisation de l'idiome de la sainteté et de la pureté morale qu'il représenta, et dans le prolongement